

Toujours plus...

# Les budgets des armées en forte hausse

« L'année 2024 voit toutes les régions du monde augmenter leurs budgets pour leurs armées et ce pour la première fois depuis plus de 20 ans : le total mondial est passé à 2718 milliards de \$, en augmentation de 9,4 % sur 2023 à \$ constant, selon le dernier rapport du SIPRI ' d'avril 2025. »

Cette augmentation spectaculaire arrive alors que les années précédentes avaient été moins gourmandes car marquées par la pandémie de la COVID et par la vente notamment à l'Ukraine de matériels anciens issus de stocks anciens. Il faut maintenant reconstituer ces stocks... et poursuivre, voire amplifier, les guerres : les armes sont faites pour être utilisées.

Grande région	2024 Md\$	% 2024/23
<b>Monde entier</b>	2718	+ 9,4%
Afrique	52	+ 3,0%
Afrique du Nord	30	+ 8,8%
Afrique subsaharienne	22	- 3,2%
<b>Amériques</b>	1100	+ 5,8%
Amérique centrale et caraïbes	20	+ 31,5%
Amérique du Nord	1027	+ 5,7%
Amérique du Sud	54	- 0,1%
<b>Asie &amp; Océanie</b>	629	+ 6,2%
Océanie	37	+ 1,5%
Asie du Sud	102	+ 1,0%
Asie de l'Est	433	+ 7,8%
Asie du Sud Est	55	+ 7,5%
Asie centrale	2	- 5,5%
<b>Europe</b>	693	+ 17,1%
Europe centrale	75	+ 26,4%
Europe de l'Est	221	+ 24,1%
Europe de l'Ouest	397	+ 11,8%
<b>Moyen Orient</b>	243	+ 15,3%

Les augmentations les plus fortes ont lieu en Europe centrale et orientale ainsi qu'en Amérique centrale et Caraïbes. Le Moyen Orient reste à un niveau très élevé comme l'Afrique du Nord.

## L'OTAN et l'UE

Les 32 pays de l'OTAN dépensent 1506 Md\$ soit 54 % du total mondial, en augmentation de 8 % sur 2023. Les 27 pays de l'Union européenne (UE) dépensent 370 Md\$, 14 % du total mondial, 25 % de celui de l'OTAN, en augmentation de 17 % sur 2023. Les dirigeants étatsuniens et otaniens demandent depuis de nombreuses années aux Européens de payer encore davantage. De fait, la prio-

rité US se situe désormais dans la zone indopacifique, contre la Chine. On pourra noter que l'augmentation des budgets des armées des pays du sud de l'Europe, principalement l'Italie et l'Espagne, est moindre que ceux des pays du Nord. La France et le Portugal sont dans la moyenne, déjà élevée. Chaque pays est différent par son nombre d'habitants, son développement économique et ses choix budgétaires : pour avoir une idée plus complète, en plus des données globales, nous indiquons le pourcentage du Produit Intérieur Brut consacré aux dépenses militaires, le montant par habitant et le pourcentage du budget des armées dans le budget total d'un pays. Le PIB est la somme des Valeurs Ajoutées des entreprises d'un pays, toutes activités confondues, il représente la richesse produite par un pays. Les montants 2024 sont donnés en US Dollar « courant », au taux 2024, mais les comparaisons d'une année sur une autre sont faites en dollar « constant », c'est-à-dire corrigé des variations de taux et de l'inflation, soit dans cette étude le US\$ 2023.

## Pourcentage du PIB

Au sommet de l'OTAN de Cardiff en 2014, il était demandé que chaque pays consacre à ses armées 2% de son PIB. Dont au moins 20% pour des équipements et matériels (si possible US évidemment !). En 2024, membres de l'OTAN ou non, 59 pays dans le monde ont dépassé les 2 % (2,06 % pour la France) et 23 pays dépassent les 3 %. Les montants des pays les plus dépensiers sont donnés dans le tableau ci-dessous. Pour les responsables de l'OTAN, le montant de 2% ne permet plus de couvrir les besoins, ce que plusieurs pays, dont l'Espagne, nient. Au sommet de l'OTAN de la Haye des 24 et 25 juin 2025, il a été décidé de porter ce montant à 5 % du PIB en 2035, 3,5 % pour les dépenses des armées proprement dites et 1,5 % de dépenses annexes. En 2024, 9 pays dépassent les 5 % : Ukraine (34,5 %), Israël (8,8 %), Algérie (8,0 %), Arabie Saoudite (7,3 %), Russie (7,1 %), Myanmar (6,8 %), Oman (6,8 %), Arménie (5,5 %), Azerbaïdjan (5,0 %). Le Koweït, la Jordanie, le Burkina Faso, y arrivent presque.

De petits pays, avec un niveau de développement très faible, notamment en Afrique, se ruinent en dépenses militaires au détriment des besoins élémentaires de leurs peuples. Avec le Burkina Faso, nous pouvons citer le Niger, la Macédoine du Nord, le Togo, le Mali, le Burundi, le Monténégro, la Somalie, la Mongolie, l'Éthiopie.

## La situation de l'Iran

Les difficultés économiques internes de l'Iran, liées en grande partie aux sanctions économiques US, pèsent lourdement sur tous ses budgets et sont à l'origine d'écarts importants d'une année sur l'autre : 7892 \$ en 2024, soit + 125 % depuis 2000 en \$ constant. Les budgets subissent aussi des à-coups forts, + 142 % de 2000 à 2010, - 23 % de 2010 à 2020 et + 21 % de 2020 à 2024. La part dans la richesse produite a diminué ainsi que le montant par habitant et sa part du budget national. Les budgets des armées n'apparaissent donc pas comme la priorité pour le gouvernement iranien malgré ce que la propagande atlantiste prétend. Ils sont au dessous de la moyenne des pays stables de taille et de développement équivalents.

### Le commerce des armes se porte bien (source SIPRI)

Le volume mondial reste au même niveau que précédemment mais les flux ne sont pas les mêmes. Les USA confortent leur place de premier exportateur d'armes (+ 43 %), la France est deuxième, loin derrière et elle livre dans 65 pays. Ensuite la Russie mais ses exportations chutent de 64 %. La Chine est le 4<sup>e</sup> exportateur. L'Asie-Océanie reste la principale région importatrice d'armes bien que la Chine ait réduit de moitié les siennes. L'Inde est le 2<sup>e</sup> importateur au monde. L'Europe est la deuxième grande région grâce à l'Ukraine qui est le plus grand importateur d'armes au monde.

Les importations d'armes des États européens membres de l'OTAN ont plus que doublé entre 2015-19 et 2020-24. Les USA leur en ont fourni 64 %. Les importations vers l'Afrique et les Amériques (Brésil) sont également notables.

### Les activités militaires, un frein pour l'économie

Pour un pays développé comme la France, l'industrie militaire est plutôt un facteur de régression. En effet, comme cela a été rappelé par Claude Serfati dans le N° 676 de Planète Paix (nov. 2024), une somme investie dans l'industrie militaire crée sensiblement moins de richesses (ressources fiscales, emplois directs et induits, équipements collectifs,...) que la même somme investie dans l'industrie privée. Depuis au moins 25 ans, le secteur industriel français se réduit d'année en année, il est donc faux de dire, comme E. Macron, que notre industrie nationale va être développée, voire sauvée, par le secteur de productions militaires, avions, chars, canons, munitions, drones,...

Les conditions financières des commandes d'armement favorisent un gonflement des prix, même en temps de paix. Surtout si l'on obéit aux injonctions de l'OTAN/USA. Le « Secret Défense » couvre une grande partie des contrats tant de Recherche-Développement que de fabrication et de mise en œuvre. La plupart des innovations restent cachées, peu de brevets sont pris car, par définition, un brevet les rend publiques. Cela est contraire au 7<sup>e</sup> domaine d'action de la Culture de Paix.

Enfin, par leur statut officiel, plein d'hypocrisie, de produits de non-emploi, surtout en ce qui concerne le nucléaire, les activités militaires sont inflationnistes. Elles contribuent donc à l'augmentation de la dette publique nationale qui atteint des sommets surtout depuis 2017. Le remboursement partiel chaque année de cette dette est de loin le premier poste de dépenses dans le budget de l'État.

En conclusion provisoire, la course à l'armement est relancée de manière extrêmement forte dans le monde entier. En France le discours officiel sur la militarisation de la société reprend les injonctions des USA/OTAN, encore renforcées dans les conclusions du sommet de l'OTAN de la Haye qui vient de se tenir.

Si vous souhaitez des précisions pour une période ou un pays, n'hésitez pas à me le demander.

Yves-Jean Gallas

<sup>1</sup> SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute : [www.sipri.org/databases/milex](http://www.sipri.org/databases/milex)

Les pays les plus dépensiers										
	Chiffre global			% PIB		% budget national		Par habitant		
	2024	Rang 2024	2024/23	2024	2024/23	2024	2024/23	2024	2024/23	Rang 2024
	en Md\$		%	%	%	%	%		%	
USA	997	1	6%	3,4	3%	9,1	0%	2895	8%	2
Chine	314	2	7%	1,7	3%	5,1	1%	221	6%	58
Russie	149	3	38%	7,1	31%	18,9	28%	1026	37%	20
Allemagne	88	4	28%	1,9	27%	3,9	28%	1044	31%	31
Inde	86	5	2%	2,3	-4%	7,6	-3%	60	4%	93
Arabie Saoudite	82	6	2%	7,1	0%	22,3	-1%	2386	1%	4
Royaume uni	80	7	3%	2,3	2%	5,2	4%	1186	8%	15
Ukraine	65	8	3%	34,5	-6%	54	10%	1728	1%	7
France	65	9	6%	2,1	5%	3,6	5%	973	8%	22
Japon	55	10	21%	1,4	20%	3,2	17%	445	15%	44
Israël	47	12	65%	8,8	63%	20	45%	4989	67%	1
Italie	38	13	1%	1,6	0%	3,2	6%	639	3%	32
Pologne	38	14	31%	4,2	27%	8,5	21%	982	45%	21
Espagne	25	17	0%	1,4	-3%	3,2	-2%	514	3%	37
Pays Bas	25	18	35%	1,9	33%	4,3	30%	1276	38%	11
Algérie	22	19	12%	8	8%	21,4	7%	469	18%	41
Mexique	17	22	39%	0,9	35%	3	29%	128	40%	70
Suède	12	26	34%	2	33%	4,1	30%	1138	37%	17
Belgique	9	32	7%	1,3	8%	2,4	7%	730	12%	30

Le tableau suivant donne pour des pays que nous jugeons significatifs par leurs positions géopolitiques les montants correspondant aux critères explicités plus haut. On peut voir que les progressions les plus fortes concernent la Russie, l'Allemagne, Israël, la Pologne, les Pays Bas, le Mexique et la Suède (dernier pays à avoir adhéré à l'OTAN). On retrouve ici les zones sensibles, celles où des conflits et/ou des tensions fortes existent ainsi que les « bons élèves » des USA/OTAN. Les écarts entre 2023 et 2024 illustrent les graves conflits actuels.

## Fin de la Seconde guerre mondiale en Asie

# Quelles leçons du second conflit mondial en Asie ?

Il y a quatre-vingts ans, le 2 septembre 1945, la capitulation du Japon a marqué la fin officielle de la Seconde Guerre mondiale. Si la guerre en Asie peut apparaître quelque peu occultée du point de vue européen, elle a cependant impacté durablement les équilibres géopolitiques dans cette partie du monde.

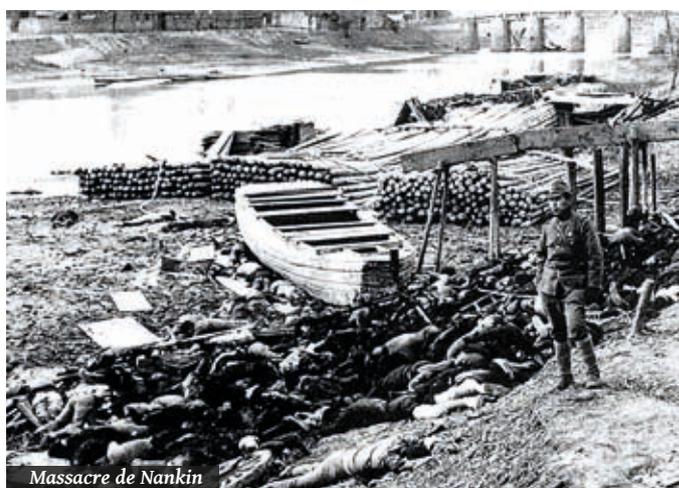
À l'aube du 7 mai 1945, après 5 années de guerre, le général Gustav Jodl signe à Reims la capitulation sans conditions du Reich. Le lendemain, 8 mai, cet acte de capitulation est ratifié à Berlin. Le 9 mai à minuit, la Seconde Guerre mondiale est officiellement terminée en Europe. Mais elle se poursuit dans le Pacifique, le Japon capitulera quatre mois plus tard, le 2 septembre 1945. L'impérialisme japonais aurait fait entre 20 et 29 millions de morts en Asie, soit probablement 30 à 35% du total des victimes de la Seconde Guerre mondiale.

### Des crimes de guerre documentés mais en butte au négationnisme

Les atrocités de la guerre en Asie ont donné lieu à des crimes de guerre d'une brutalité inouïe : sans évoquer l'occupation militaire japonaise, le travail forcé ou encore l'esclavage sexuel des « femmes de réconfort », le massacre de Nankin a causé à lui seul, entre décembre 1937 et février 1938, quelque 300 000 morts selon les historiens chinois (les historiens japonais retenant des estimations comprises entre 40 000 et 200 000 morts, ce dernier chiffre étant celui du tribunal militaire international pour l'Extrême Orient). Il a été marqué par le viol de dizaines de milliers de femmes et d'enfants et est toujours au cœur d'un contentieux qui oppose principalement le Japon, d'une part, et la Chine, les Philippines et la Corée, d'autre part. La lecture qu'en donnent certains négationnistes japonais trouve un écho tout particulier dans un contexte de résurgence du nationalisme au Japon.

Si la reconquête du vaste territoire contrôlé par l'Empire du Japon (qui, à son apogée, s'est étendu de la Mandchourie aux îles du Pacifique en couvrant l'Indochine française et la Malaisie britannique) a été marquée par des batailles épiques avec les troupes américaines (Guadalcanal, Iwo Jima, Okinawa...), elles ne sauraient résumer l'histoire militaire de la guerre du Pacifique, qui avait débuté le 7 décembre 1941 par l'attaque de Pearl Harbor.

La capitulation japonaise a été précipitée par deux événements : les bombardements par les Américains sur Hiroshima (par une bombe à l'uranium, *Little Boy*) et Nagasaki (par *Fat Man*, une bombe au plutonium), les 6 et 9 août 1945, qui restent à ce jour les seuls cas d'utilisation de l'arme nucléaire en situation de guerre, et la déclaration de guerre de l'URSS, le 8 août 1945. L'empereur du Japon annonce à la radio la reddition du Japon le 15 août 1945, avant la signature de l'acte de capitulation à bord du cuirassé USS Missouri le 2 septembre. Placé sous occupation américaine jusqu'en 1952, le Japon doit se démilitariser et transformer sa société et son système politique.



### Des recompositions géopolitiques

La guerre en Asie a accéléré les mouvements de décolonisation : la Corée est libérée dès le 15 août 1945, l'indépendance du Vietnam est proclamée par Hô Chi Minh et celle de l'Indonésie par Sukarno. L'Inde accède à l'indépendance en 1947. En Chine, l'alliance entre communistes et nationalistes prend fin et la République populaire de Chine est proclamée en 1949 par Mao, au terme de quatre années de guerre civile. Alors que les impérialismes européens sont durablement affaiblis, les États-Unis deviennent la puissance dominante en Asie tandis que l'URSS s'affiche désormais comme un acteur majeur en Extrême-Orient. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies ont été impliqués dans la Seconde Guerre mondiale en Asie, surtout la Chine et les États Unis.

Pour le mouvement pacifiste, les enseignements de la Seconde guerre mondiale en Asie dépassent la seule dénonciation de l'arme nucléaire et des crimes de guerre – au premier rang desquels les massacres de civils et les viols. Ils impliquent d'encourager des formes de coopération internationale, qui peut prendre appui sur l'évolution de certaines organisations régionales comme l'Association des Nations du Sud-Est asiatique, désormais dotée d'un forum régional abordant les questions de sécurité collective. Le combat pour la paix doit encourager le désarmement, y compris des armes de destruction massive, et la démilitarisation. L'actuelle rivalité grandissante sino-américaine prend ses racines dans l'après Seconde guerre mondiale, en se focalisant sur Taïwan, et les conflits territoriaux opposant la Chine à ses voisins, et pour lesquels l'application du droit international public doit servir de fondement à une résolution pacifique des différends.

Benoît Quennedey